

Verts, Gauche ET LREM ! ont fait échouer l'interdiction des pubs du l'UE pour le hidjab !

écrit par Christine Tasin | 9 octobre 2022

BEAUTY IS IN DIVERSITY
AS FREEDOM IS IN HIJAB

#WECAN4HRS

How boring would be the world if everyone would look the same?
Celebrate diversity & respect hijab

WE CAN for human rights speech

EUROPEAN UNION



C'est assez étonnant... Il n'est question dans la presse et dans les tweets de Bellamy que des salopards -oui ce sont bien des salopards, des ordures- de gauche et écolos qui ont fait échouer la tentative de Bellamy. Il proposait au Parlement européen un amendement dont l'objectif était d'interdire le financement par les institutions européennes de campagnes qui pourraient «promouvoir le hijab», comme celles que l'on a déjà connues. Cf l'image qui illustre cet article.

Révoltant. J'ai proposé, avec nos collègues du PPE, d'interdire que la Commission européenne finance de nouvelles campagnes pour promouvoir le hijab. La gauche et les verts ont empêché que cet amendement soit mis aux voix... La complicité avec l'islamisme, à visage découvert.
pic.twitter.com/Ef0kX5KY1F

– Fx Bellamy (@fxbellamy) [October 6, 2022](#)

Cela donne donc dans le Figaro un article qui commence ainsi :



François-Xavier Bellamy, député européen LR/PPE. GAZINA/AGF / AFP

UE: la gauche s'oppose à un amendement de François-Xavier Bellamy contre la promotion du voile par les institutions européennes

À la lumière des événements en Iran, l'eurodéputé entendait empêcher l'institution bruxelloise de plaider à nouveau pour le port du hijab islamique dans ses futures campagnes de communication. La gauche et les écologistes s'y sont opposés.

[...]

L'eurodéputé a eu recours à la procédure d'un amendement oral. Or, ainsi que le stipule le règlement du Parlement européen, «si au moins 40 députés s'y opposent, l'amendement oral ne peut être pris en considération». Ce qu'il s'est précisément passé jeudi en séance.

<https://www.lefigaro.fr/politique/francois-xavier-bellamy-lr-e-choue-a-faire-interdire-la-promotion-du-voile-par-les-institutions-europeennes-20221007>

Or, les choses sont bien plus complexes, comme l'affirme l'anthropologue [Florence Bergeaud-Blackler](#) dans *Atlantico* :

[...]

Comment expliquer ce rejet massif de la part de la gauche européenne ?

C'est en effet un rejet massif car en examinant les choses en détail on voit que la gauche n'est pas seule à ne pas l'avoir soutenu. C'est un peu technique mais si on compare la [version de la proposition de résolution du PPE](#) qui contenait un paragraphe demandant que les institutions de l'Union ne financent pas de campagne susceptible de promouvoir le hijab islamique, avec la [motion de synthèse de tous les groupes qui a été présentée en plénière](#) ce paragraphe a disparu.

Si donc le député LR/PPE est passé par cette procédure rapide de l'amendement oral c'est que **le paragraphe demandant que l'UE ne finance plus de telles campagnes a été retoqué en commission préparatoire, et que ce rejet a très probablement été appuyé par le centre RENEW, le groupe de LREM.**

On voit donc que cette proposition n'est portée que par la droite, et pas par le centre européen ni par la gauche et les verts européens.

Et elle poursuit son analyse par des remarques plus que pertinentes sur les lobbies musulmans bien reçus, trop bien reçus et écoutés par la Commission européenne.

Les campagnes du hijab de la Commission ont-elles un lien avec la Résolution sur la répression des manifestants pour les droits des femmes en Iran ?

En effet je me suis posé la question : est-ce parce qu'il débordait le cadre de la résolution qui s'adressait essentiellement à l'Iran que le paragraphe n'a pas été retenue dans la motion commune ? Et la réponse est non.

Tous les paragraphes interpellent directement le gouvernement iranien sauf le 22° qui stipule : le **Parlement Européen « se déclare préoccupé par le lobbying continu exercé auprès des institutions européennes par des associations islamistes réactionnaires, qui peut s'apparenter à une ingérence étrangère dans nos démocraties»**. Le paragraphe supplémentaire proposé par le PPE avait donc sa place. Après tout le Parlement Européen lui-même peut faire son autocritique étant donné la suspicion d'entrisme au sein même des institutions européennes et son rôle dans la diffusion d'idéologies islamistes.

Car effectivement l'UE finance et participe à la diffusion d'idéologies islamistes à travers ses actions contre l'« islamophobie » ou « haine anti-musulman ». Co-financer une campagne du COE mettant en scène des femmes présentant le

hijab comme une forme de liberté est un glissement manifeste de la défense des droits humains vers la promotion d'une idéologie religieuse.

La Commission soutient régulièrement des partenaires clairement proche des Frères musulmans comme l'ENAR et ses membres. Elle dépense des sommes considérables pour la lutte contre les discriminations et l'intégration européenne, et elle n'est clairement pas attentive aux associations qu'elle subventionne.

Nous, les chercheurs, avons dénoncé depuis longtemps la mainmise frériste sur les associations anti-raciste et de lutte contre les discriminations et pourtant la Commission continue de financer à travers des projets de recherche, des soutiens ou des échanges ERASMUS des associations émanant de ou liées aux Frères musulmans en Europe.

L'amendement aurait-il changé les choses ?

Si le paragraphe avait été retenu, cela aurait entraîné la mise en place d'un système de contrôle permettant d'éviter de détourner l'argent public vers des causes privées séparatistes et anti-démocratiques. Nous avons des connaissances, des expertises, que nous pouvons mettre au service de la lutte contre le détournement et l'entrisme, mais il faut que les institutions européennes nous donnent les moyens d'agir et acceptent ce contrôle. Or c'est bien le problème de la corruption, plus elle s'étend, plus il est difficile de lutter contre. Il est donc urgent d'agir.